

convention collective 2009-2010

Chapitre 1 - Champ d'application

Art. 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'imprimerie et des journaux, à l'exclusion des employeurs et/ou travailleurs tombant sous l'application de la convention collective de travail pour les entreprises de presse quotidienne conclue le 18.10.2007 au sein de la Commission Paritaire précitée et enregistrée sous le n° 85853/CO/130 (AR 01.07.2008-MB 14.10.2008).

Chapitre 2 - Pouvoir d'achat:

Art. 2 - Compte tenu de la situation économique exceptionnelle pour les 2 années couvertes par la présente CCT et des dispositions prévues par « l'Accord exceptionnel du 22 décembre 2008 » il est convenu :

A) - de continuer à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs via l'application du système d'indexation des salaires tel que prévu au chapitre 5 de la CCT « Salaires » du 14.05.1980.

B) - d'octroyer, simultanément au paiement de la prime de fin d'année 2009. des éco-chèques d'une valeur totale de 70 euros (brute = nette) selon les modalités prévues à l'article 6 de la CCT 98. Cet avantage est une mesure unique, c'est à dire non récurrente.

Une CCT spécifique sectorielle sera rédigée à ce sujet. Cette dernière comprendra les principes suivants :

- Le droit est ouvert à partir du 1^{er} juillet 2009 ;
- Chaque travailleur perçoit 1/6 du montant de 70 euros par mois sous contrat entre le 1^{er} juillet 2009 et le 31 décembre 2009 ;
- Pour le calcul de cet éco-chèque, toutes les périodes de suspensions de contrat sont assimilées durant la période du 1^{er} juillet 2009 eu 31 décembre 2009.

C) - d'augmenter le pouvoir d'achat différé des travailleurs via le financement d'un régime 2^{ème} pilier (LPC).

Pour ce faire et compte tenu des limitations techniques qui émanent des services de l'ONSS, les partenaires sociaux conviennent :

1. d'Exécuter les engagements issus de l'article 9 §1 et §2 de la CCT 2007-2008 via le versement d'une cotisation patronale brute (= coût total employeur) s'élevant à un forfait (récurrent) de 136 euros par travailleur et ce à partir du 1^{er} janvier 2009;

2. Pour les entreprises qui disposent déjà d'un régime d'assurance groupe avant la signature de la présente convention, cette cotisation patronale de 136 euros par travailleur est prélevée uniquement pour l'année 2009. Dès janvier 2010, ces entreprises seront redevables d'une cotisation récurrente de 68 euros par travailleur (coût total employeur).

3. Les cotisations précitées annulent et remplacent les cotisations en faveur du régime 2^{ème} pilier prévues à l'article 9 de la CCT 2007-2008 et ne sont d'application que pour les ouvriers sous contrat au moment de la signature de la CCT sectorielle portant sur le régime 2^{ème} pilier (LPC).

4. Tous les montants de cotisations dont question à l'article 2 C sont à proratiser en fonction du temps de travail contractuel de chaque travailleur.

5. Pour les entreprises disposant d'un régime assurance groupe avant la signature de la présente convention, les partenaires sociaux prévoient un système d'opting-out et que les modalités de versements des montants prévus au point 2 ci-dessus soient fixées à leur niveau. La cotisation totale versée par ces entreprises doit être au minimum égale à celle du système sectoriel.

6. Le versement des cotisations patronales aura lieu comme suit : 68 euros lors du paiement des cotisations ONSS du 3^{ème} trimestre de chaque année (pour la première fois avec les cotisations du 3^{ème} trimestre 2009) et 68 euros lors du paiement des cotisations ONSS du 1^{er} trimestre de l'année qui suit l'année de référence (pour la première fois avec les cotisations du 1^{er} trimestre 2010).

D) à partir du 1^{er} janvier 2010, d'octroyer des chèques-repas dont la part patronale s'élève à 0,5 euro par jour de travail effectif (un jour de travail effectivement commencé est considéré comme un jour de travail effectif). Il s'agit d'une mesure récurrente.

La part patronale des entreprises où des chèques-repas étaient déjà octroyés sera augmentée de 0,5 euros à partir du 1^{er} janvier 2010.

Une CCT spécifique sectorielle sera rédigée à ce sujet, conformément à la législation en la matière.

Chapitre 3 - Emploi et Bien-être:

Art. 3 – Régimes de prépension:

La CCT ouvrant le droit à la prépension sectorielle à l'âge de 58 ans est reconduite pour la période du 01.01.2009 au 30.06.2011 et la CCT ouvrant le droit à l'âge de 56 ans pour les travailleurs remplissant les conditions de prestations en régime de nuit est reconduite pour la période du 01.01.2009 au 31.12.2010. Ces droits sont ouverts moyennant le respect des conditions (âges et anciennetés) prévues par l'Accord exceptionnel 2009-2010 et par la législation en la matière.

L'ensemble des régimes de prépension suit les conditions prévues par la CCT n°17 tricies.

Le droit à l'indemnité complémentaire de prépension accordée aux travailleurs prépensionnés dans le cadre de la présente convention collective de travail, est maintenu à charge du dernier employeur lorsque les travailleurs reprennent une activité en tant que travailleur salarié ou en tant que travailleur indépendant dans les conditions et modalités fixées par la CCT n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, telle que modifiée notamment par la cct 17 tricies du 19 décembre 2006.

Art. 4 - Groupes à risque :

Prolongation du paiement de la cotisation de 0,15% (0,10+0,05) en faveur de la formation et de l'emploi des groupes à risque. L'ensemble des 0,15% est réparti de façon communautaire entre Cefograf et Grafoc selon la clé de répartition décidée par le CA de FOGRA asbl.

Au regard de l'AR du 11 octobre 2007 (MB 15 décembre 2007) les partenaires sociaux conviennent, pour réaliser les objectifs de 1,9 % de la masse salariale globale, d'augmenter le degré de participation de 5% en 2009 et à nouveau de 5% en 2010.

Les partenaires chargent FOGRA asbl de poursuivre les missions qui lui ont été attribuées à l'article 4 de la CCT 2007-2008.



Art.5 –CCT frais de transport

La CCT frais de transport du 19.04.2001 est **remplacée** à partir du 01.02.2009 par la nouvelle CCT adaptée à la CCT 19octies du 20.02.2009. L'article 8 de la CCT du 19.04.2001 est **remplacé** dans la nouvelle CCT par **l'article suivant** :

«Art.8 - Lorsque le travailleur habite à partir d'un rayon de 5 km et utilise un moyen de transport privé, l'intervention journalière de l'employeur se fera conformément au tableau repris dans l'annexe de la CCT 19 (article 11), divisée par 21. Ces montants forfaitaires arrêtés le 01.02.2009 seront adaptés à l'évolution de l'indice santé (simple) lors de chaque renouvellement de la convention sectorielle et pour la première fois le 01.01.2011 - indice santé base 2004 - décembre 2008 : 111,24. »

Art. 6 –Crédit temps –CCT 77

Compte tenu des dispositions de la CCT 77 et particulièrement du droit généralisé à la diminution de carrière de 1/5^{ème} pour les travailleurs âgés de 55 ans et plus, les employeurs comme les travailleurs seront particulièrement attentifs à ce que les différentes modalités d'exercice de ce droit soient **examinées** au niveau de l'entreprise afin de permettre une organisation et répartition **adéquate** de la charge de travail.

Les partenaires sociaux encouragent les travailleurs et employeurs à exploiter de commun accord les nombreuses possibilités offertes par la CCT 77.

Art. 7 –Chômage pour raison économique

A partir du 01/01/2010, quand il est fait usage du recours au chômage économique complet de 2 semaines maximum (art 2, 1^{er} alinéa de l'AR du 29.02.2004), l'indemnité de chômage économique à charge de l'employeur est de 5.33 euros par jour chômé (au lieu de 4,83) et ce de façon récurrente.

Mesures de crise :

Compte tenu du contexte économique et des mesures prises par le Gouvernement et les partenaires sociaux au niveau intersectoriel dans le cadre du plan de relance et principalement dans le cadre des mesures complémentaires dans le domaine du chômage temporaire, les partenaires sociaux conviennent, pour une durée déterminée, le dépassement de la limite de 2 semaines complètes consécutives de chômage économique (pour la porter à 4 semaines maximum, suivie d'une semaine de travail) et ce à dater de la signature du présent accord jusqu'au 31.12.2010.

L'employeur qui fera usage de cette disposition « de crise » et qui dépassera donc pour un même travailleur les 2 semaines complètes consécutives de chômage pour raison économique sera redevable pour le travailleur visé d'une indemnité complémentaire de 6,57 euros (en lieu et place des 5,33 euros) par jour chômé et ce depuis le 1^{er} jour de chômage économique annoncé pour plus de 2 semaines (cf. notification à l'ONEM).

Dans le cadre du système sectoriel de « rappel » durant une semaine de chômage économique (AR du 29.02.2004, art. 2- 1^{ère} dérogation), la limitation de «2 fois par trimestre » est supprimée jusqu'au 31.12.2010.

Durant cette même période (jusqu'au 31.12.2010) , tous les jours de chômage donnent droit à l'indemnité complémentaire (correspondant au régime utilisé) et sont assimilés pour le calcul de la prime de fin d'année.

Quelque soit le régime de chômage économique, le total des indemnités (en ce compris les indemnités de chômage) est plafonné au salaire annuel net du travailleur.

Selon les impératifs de la production, les employeurs seront attentifs à répartir les périodes de chômage économique sur l'ensemble des travailleurs concernés par le manque de travail afin de répartir au mieux l'impact sur le revenu individuel net des travailleurs.

Les partenaires sociaux mettront tout en oeuvre pour que ces modalités temporaires puissent être d'application dans les plus brefs délais.

Art. 8 – la majoration de 0.06 pc de la cotisation patronale destinée au paiement de la prime syndicale dont question à l'article 8 de la CCT 2007-2008 du 01.06.2007 est prolongée pour une durée de 2 années. La cotisation est donc maintenue à 0,48%. En janvier 2011, les partenaires sociaux évalueront l'équilibre financier du « Fonds spécial ». En cas d'équilibre, ils détermineront dans quelle mesure cette majoration peut-être revue à la baisse.

Art. 9 - Les partenaires sociaux travailleront à l'actualisation des descriptions de fonctions (CCT salaires du 14.05.1980). Pour ce faire ils se référeront aux travaux réalisés par Optimor.

Art.10 - Mise au travail des moins-valides

Les partenaires sociaux s'engagent à examiner les possibilités de réinsertion des ouvriers accidentés du travail. Les parties signataires recommandent d'utiliser les subsides régionaux (AWIPH, VOP et PHAERE) et les aides fédérales lors de l'engagement de moins-valides, en vue de promouvoir l'emploi de personnes moins-valides là où cela s'avère possible.

Art. 11 - Durant la durée de cette convention, les deux parties s'engagent à préserver la paix sociale dans l'entreprise.

Art. 12 - Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1 er janvier 2009 et reste d'application jusqu'au 31 décembre 2010, sauf pour les articles qui le prévoient autrement.

02/07/2009

7

Commentaires de l'article 2 point C (financement du régime 2^{ème} pilier) de la CCT 2009-2010

1er cas de figure : une entreprise sans régime propre avant la CCT

- Cette entreprise est redevable d'une cotisation de 136 euros (coût total employeur => de ce montant est déduit tous les frais liés au régime) à partir du 1er janvier 2009 et ce en faveur du système sectoriel.

2ème cas de figure : l'entreprise a déjà un régime d'entreprise et verse déjà 200 euros/ an/trav => coût total employeur

- Cette entreprise porte sa cotisation (dans son propre système) à 336 euros durant l'année 2009 (200+136) et à 268 euros à partir de 2010 et suivantes (200+68). (il s'agit toujours de montants=> coût total employeur)

3^{ème} cas de figure : l'entreprise a déjà un régime d'entreprise et verse déjà 50 euros/an/trav => coût total employeur

- Cette entreprise porte sa cotisation (dans son propre régime) à 186 euros en 2009 (50+136) et à 136 euros en 2010 => (50+68 = 118 ; mais la CCT prévoit un minimum pour tous de 136 à partir de 2009).

Collectieve arbeidsovereenkomst 2009-2010

Hoofdstuk 1-Toepassingsgebied

Art. 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de ondernemingen welke ressorteren onder het paritaire comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf en op de werknemers tewerkgesteld in deze ondernemingen, met uitsluiting van de werkgevers en/of werknemers die onder de toepassing vallen van de collectieve arbeidsovereenkomst voor de ondernemingen van de dagbladders, afgesloten op 18.10.2007, geregistreerd onder het nummer 85853/CO/130 (KB 01.07.2008 - BS 14.10.2008).

Hoofdstuk 2 - Koopkracht:

Art. 2 –Rekening houdend met de uitzonderlijke economische situatie tijdens de 2 jaar waarover deze CAO loopt en de bepalingen die voorzien zijn in het uitzonderlijke "Interprofessioneel Akkoord van 22 december 2008" wordt overeengekomen:

A) - de koopkracht van de werknemers verder te ondersteunen via de toepassing van het systeem van loonindexering zoals voorzien in hoofdstuk 5 van de CAO "Loonvoorwaarden" van 14.05.1980.

B) - om, samen met de uitbetaling van de eindejaarspremie 2009, aan iedere werknemer, ecocheques uit te reiken met een totale waarde van 70 Eur. (bruto = netto) conform de modaliteiten zoals voorzien in art. 6 van de CAO 98. Dit voordeel moet beschouwd worden als een éénmalige - niet recurrente –maatregel.

Er zal hierover een specifieke sector CAO afgesloten worden, waar volgende principes worden gerespecteerd:

- Het recht gaat in vanaf 1 juli 2009;
- In de periode van 1 juli 2009 tot 31 december 2009 verwerft elke werknemer, per maand dat hij onder contract staat, 1/6 van het bedrag van de 70 Eur.;
- Alle periodes van opschorting van contract in de periode van 1 juli 2009 tot 31 december 2009 tellen mee voor de berekening van deze ecocheque.

C) - de uitgestelde koopkracht van de werknemers te verhogen via de financiering van een systeem van 2^{de} pijler (WAP).

Met dit voornemen en rekening houdend met de technische beperkingen van de RSZ diensten, komen de sociale partners het volgende overeen:

1. De verbintenissen die voortvloeien uit artikel 9 §1 en §2 van de CAO 2007-2008 uit te voeren via de storting van een patronale bijdrage (= totaal werkgeverskost) voor een forfaitair en recurrent bedrag van 136 Eur per werknemer en dit met ingang van 1 januari 2009.

2. Voor de ondernemingen die vóór de ondertekening van huidige overeenkomst al een systeem van groepsverzekering hebben ingevoerd, geldt dat deze patronale bijdrage van 136 Eur per werknemer slechts van toepassing is voor het jaar 2009. Met ingang van januari 2010 zijn deze ondernemingen gehouden

aan een recurrente patronale bijdrage van 68 Eur. per werknemer (= totaal werkgeverskost).

3. De voornoemde bijdragen annuleren en vervangen de bijdragen ten voordele van het 2^{de} pijler systeem zoals voorzien in artikel 9 van de CAO 2007-2008 en zijn enkel van toepassing op de werknemers onder contract op het ogenblik van ondertekening van de sector CAO betreffende het 2^{de} pijler systeem (WAP).

4. Voor alle bedragen of bijdragen waarvan sprake in artikel 2 C, geldt dat deze berekend worden in verhouding tot de contractueel overeengekomen werkduur van iedere werknemer.

5. Voor de ondernemingen die al een systeem van groepsverzekering hebben vóór de ondertekening van huidige overeenkomst voorzien de sociale partners een Opting-Out regel. Eveneens voorzien zij voor deze ondernemingen dat de modaliteiten van de stortingen van de bedragen waarvan sprake in punt 2 hierboven, zullen vastgelegd worden op hun eigen niveau. De totale bijdrage betaald door deze ondernemingen moet minstens gelijk zijn aan deze voorzien in de sectorbepaling.

6. De storting van de patronale bijdragen zullen plaats vinden als volgt: 68 euros op het ogenblik van de betalingen van de RSZ bijdrage van het 3^{de} trimester van ieder jaar (voor het eerst met de bijdrage van het 3^{de} trimester 2009) en 68 euros op het ogenblik van de betalingen van de RSZ bijdrage van het 1ste trimester van het jaar dat volgt op het refertejaar (voor het eerst met de bijdrage van het 1 ste trimester 2010) .

D) –Met ingang van 1 januari 2010 worden maaltijdcheques ingevoerd waarvan de werkgeversbijdrage 0,5 Eur. per effectieve werkdag moet bedragen (ledere effectief aangevatte werkdag wordt beschouwd als een effectieve werkdag) Het betreft hier een recurrente maatregel.

De werkgeversbijdrage in de ondernemingen waar maaltijdcheques al uitgereikt worden wordt per 1 januari 2010 verhoogd met 0,5 Eur.

Er zal hierover een specifieke sector CAO afgesloten worden, conform aan de wettelijke bepalingen van toepassing.

Hoofdstuk 3- Tewerkstelling en Welzijn:

Art. 3 –Brugpensioenen:

De CAO die het recht op uitkering ontleent op het sectoraal brugpensioen op 58 jaar wordt verlengd voor de periode van 01.01.2009 tot 30.06.2011 en de CAO betreffende het brugpensioenregime op 56 jaar voor de werknemers die aan de voorwaarden van nachtarbeid voldoen wordt verlengd voor de periode van 01.01.2009 tot 31.12.2010. Deze rechten worden geopend mits voldaan is aan de voorwaarden (leeftijden en anciënniteitvoorwaarden) voorzien in het uitzonderlijke Interprofessioneel Akkoord 2009 - 2010 en door de wetgeving terzake.

Het geheel van brugpensioenregimes volgt de voorwaarden voorzien door CAO nr. 17 tricies.

Het recht op een aanvullende vergoeding voor brugpensioen toegekend aan werknemers die met brugpensioen gaan in het kader van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst, blijft ten laste van de laatste werkgever indien de werknemers

hun activiteit hernemen als loontrekkende of als zelfstandige onder de voorwaarden en modaliteiten vastgelegd door CAO nr. 17 van 19 december 1974 dat een regime van aanvullende vergoeding instelt voor bepaalde bejaarde werknemers, in geval van ontslag, en zoals gewijzigd door CAO nr. 17 tricies van 19 december 2006.

Art. 4 - Risicogroepen:

Verderzetting van de betaling van de bijdrage van 0,15 % (0,10 + 0,05) ten bate van de vorming en tewerkstelling van de risicogroepen. Het totaal van 0,15 % wordt gemeenschappelijk tussen Grafoc en Cefograf verdeeld volgens de verdeelsleutel beslist door de RvB van FOGRA vzw.

In het kader van het KB van 1 oktober 2007 (BS 15 december 2007) komen de sociale partners overeen om, met het oog op de realisatie van de doelstellingen om 1,9 % van de globale loonmassa, de participatiegraad met 5% te verhogen in 2009 en opnieuw met 5 % in 2010.

De sociale partners belasten FOGRA vzw om de opdrachten verder uit te voeren die haar waren toevertrouwd in artikel 4 van de CAO 2007-2008.

Art.5 - CAO Vervoerskosten

De CAO vervoerskosten van 19.04.2001 wordt vanaf 01.02.2009 vervangen door een nieuwe CAO, die aangepast is aan de CAO 19 octies van 20.02.2009. Artikel 8 van de CAO van 19.04.2001 wordt in de nieuwe CAO vervangen door volgend artikel:

« Art. 8 - Wanneer de werknemer buiten of op een straal van 5 km woont, en gebruik maakt van een privé-transportmiddel, wordt de dagelijkse tussenkomst van de werkgever vastgesteld conform aan de tabel die opgenomen is in de bijlage van CAO 19 (art. 11), gedeeld door 21. Deze forfaitaire bijdragen, geldig op 01.02.2009, zullen aangepast worden aan de evolutie van de (gewone) gezondheidsindex 2004-december 2008: 111,24 bij elke hernieuwing van de sectorale collectieve overeenkomst, en dit voor de eerste maal op 01.01.2011.»

Art. 6 - Tijdskrediet - CAO 77

Rekening houdend met de bepalingen van CAO 77 en meer in het bijzonder van het algemene recht op loopbaanvermindering met 1/5 voor de werknemers van 55 jaar en ouder, zullen zowel de werkgevers als de werknemers erover waken dat de verschillende uitvoeringsmodaliteiten van dit recht bekeken worden op het niveau van de onderneming, met de bedoeling een adequate organisatie en verdeling van de arbeidslast toe te laten.

De sociale partners moedigen de werknemers en de werkgevers aan om in gemeenschappelijk akkoord gebruik te maken van de veelvuldige mogelijkheden die CAO 77 biedt.

Art. 7 –Economische werkloosheid

Met ingang van 01/01/2010, wanneer de werkgever een beroep wenst te doen op het systeem van volledige economische werkloosheid van 2 weken maximum (art.2, 1^{ste} § van het KB van 29.02.2004) zal de aanvullende vergoeding voor economische werkloosheid 5,33 Eur per dag economische werkloosheid bedragen (in plaats van 4,83 euro) en dit op recurrente wijze.

Crisis maatregelen:

Rekening houdend met de economische context en de maatregelen genomen door de regering en de sociale partners op intersectoraal niveau, in het kader van de relanceplannen en hoofdzakelijk in het kader van de aanvullende maatregelen op het gebied van tijdelijke werkloosheid, komen de sociale partners overeen dat, voor een bepaalde duur, de grens van 2 opeenvolgende volledige weken economische werkloosheid kan overschreden worden (om te komen tot maximum 4 weken, gevolgd door een week werken) en dit zo snel mogelijk na datum van ondertekening van de huidige overeenkomst tot 31.12.2010.

De werkgever die gebruik maakt van deze "crisismaatregel" en die dus voor eenzelfde werknemer de 2 opeenvolgende volledige weken van economische werkloosheid overschrijdt, moet de betrokken werknemer een aanvullende vergoeding van 6,57 euro (in plaats van de 5,33 Eur) per werkloze dag en dit vanaf de 1^{ste} dag van economische werkloosheid die voor een langere periode dan 2 weken werd aangekondigd (cfr. aanzegging bij de RVA).

In het kader van het sectorale systeem van « terugroeping » tijdens een week van economische werkloosheid (KB van 29.02.2004, art.2 - 1^{ste} uitzondering), wordt de beperking tot « 2 maal per kwartaal » geschrapt tot 31.12.2010.

Tijdens dezelfde periode (tot 31.12.2010), geven alle werkloosheidsdagen recht op een aanvullende vergoeding (afhankelijk van het gebruikte systeem) en worden ze gelijkgesteld voor de berekening van de eindejaarspremie.

Ongeacht het systeem van economische werkloosheid, wordt de som van de vergoedingen (inbegrepen de werkloosheidsvergoeding) begrensd tot het netto jaarloon van de werknemer.

Rekening houdend met de vereisten van de productie zullen de werkgevers ervoor zorgen dat de perioden van economische werkloosheid verdeeld worden over alle werknemers, betrokken bij het gebrek aan werk, zodat de impact ervan op het individuele netto inkomen van iedere werknemer zoveel mogelijk beperkt wordt.

De sociale partners stellen alles in het werk opdat deze tijdelijke maatregelen zo vlug mogelijk kunnen toegepast worden.

Art. 8 - De verhoging met 0,06 % van de patronale bijdrage, bestemd voor de betalingen van de syndicale premie, waarvan sprake in artikel 8 van de CAO 2007-2008 van 01.06.2007 wordt verlengd voor een periode van 2 jaar. De bijdrage wordt dus gehandhaafd op 0,48 %. In januari 2011 zullen de sociale partners de financiële situatie van het "Bijzonder Fonds" evalueren. In geval van financieel evenwicht zullen zij bepalen in welke mate deze verhoging kan verminderd worden.

Art. 9 - De sociale partners zullen samenwerken met het oog op de actualisering van de functiebeschrijvingen (CAO lonen van 15.05.1980). Met dit voornemen zullen zij gebruik maken van de werken uitgevoerd door Optimor.

Art. 10 - Tewerkstelling voor mindervaliden. Verwezen wordt naar de 'beschikbare banen verbintenis' om welwillend de mogelijkheden te onderzoeken om werknemers die het slachtoffer zijn geworden van een arbeidsongeval, terug in te schakelen. De sociale partners bevelen aan om bij de aanwerving van gehandicapten gebruik te maken van de federale steunmaatregelen en de subsidies van de gewesten om de arbeidsposten

aan te passen (VOP, AWIPH en PHAERE) teneinde de werkgelegenheid ten behoeve van mindervaliden, waar mogelijk, te bevorderen.

Art. 11 - Beide partijen verbinden zich ertoe om gedurende de looptijd van deze overeenkomst de sociale vrede in de ondernemingen te handhaven

Art. 12 –Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2009 en blijft van toepassing tot 31 december 2010, met uitzondering van de artikelen die er anders over beschikken.

02/07/2009

Commentaar bij artikel 2 punt C van de CAO 2009-2010 (financiering van het systeem van 2^{de} pijler)

1^{ste} voorbeeld: een onderneming waar er vóór de CAO geen eigen regime gold:

- Deze onderneming is vanaf 1 januari 2009 een bijdrage van 136 Eur. verschuldigd aan het sectorieel systeem (totale werkgeverskost → van dit bedrag worden alle kosten eigen aan het systeem afgehouden).

2^{de} voorbeeld: een onderneming waar er vóór de CAO wel eigen regime is die reeds 200 Eur./jaar/werknemer stort → totale werkgeverskost.

- Deze onderneming verhoogt de bijdrage (in het eigen systeem) naar 336 Eur. gedurende het jaar 2009 (200 + 136) en naar 268 Eur. vanaf 1 januari 2010 en volgende (200 + 68). (Het betreft hier altijd bedragen = totale werkgeverskost).

3^{de} voorbeeld: een onderneming waar er vóór de CAO wel eigen regime is die reeds 50 Eur./jaar/werknemer stort → totale werkgeverskost.

- Deze onderneming verhoogt de bijdrage (in het eigen systeem) naar 186 Eur. gedurende het jaar 2009 (50 + 136) en naar 136 Eur. vanaf 1 januari 2010 en volgende (50 + 68 = 118, maar de CAO voorziet een minimum van 136 Eur vanaf 2009).